

La supercherie du développement durable .

Gilbert Rist

Gilbert Rist a été professeur émérite de l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) à Genève. Après avoir enseigné à Tunis, il a dirigé le Centre Europe - Tiers-Monde (CETIM) à Genève et collaboré avec l'Université des Nations unies.

Gilbert Rist était membre de notre association « La Ligne d'Horizon ».

Cet article a été publié dans 4D Encyclopédie du développement en date du 16 décembre 2006

Il était une fois le « développement »

Pour faire apparaître les enjeux, il faut revenir d'abord sur la notion de « développement », qui mobilisa tant de ressources et de bonnes volontés à partir des années 1950, et qui a été désormais remplacée tantôt par le développement durable tantôt par la lutte contre la pauvreté. Sans pouvoir retracer ici la généalogie de cette notion et ses multiples avatars, on peut dire que le débat qui s'est engagé à son propos tient tout entier à la méthode utilisée pour la définir. L'immense majorité des auteurs envisagent le « développement » tel qu'il devrait être, comme un processus positif, nécessaire, souhaitable, susceptible d'améliorer les conditions de vie des populations concernées, de favoriser l'épanouissement personnel et la justice sociale. Cette proposition normative est certes généreuse, mais elle ne remplit nullement les conditions d'une véritable définition qui, selon Durkheim, doit se fonder sur l'ensemble des caractères extérieurs – et donc constatables – du phénomène étudié, en écartant les prénotions et les préjugés qui l'obscurcissent. Il convient donc de considérer le « développement » comme un ensemble de pratiques qui, depuis deux siècles environ, ont transformé l'Occident et que l'on a cherché, dans la seconde moitié du XXe siècle, à généraliser à l'ensemble du monde, en échafaudant de multiples « stratégies ».

Si l'on s'attache à identifier ce qui s'est effectivement passé – plutôt que d'imaginer ce que l'on aurait souhaité qu'il advînt – là où le « développement » s'est produit, celui-ci peut être défini comme la transformation de la nature et des relations sociales en biens et services marchands destinés à la demande solvable. En effet, plus un pays est « développé », plus il abrite des banques de toutes sortes – y compris pour les semences et les cellules souches –, plus on y dépose de brevets pour s'approprier les ressources de la biodiversité, plus on y transforme en marchandises non seulement le temps de travail mais aussi le temps libre, à travers l'industrie du tourisme et des loisirs, plus on y oblige chacun à apprendre à « se vendre », en tant que « ressource humaine », dans un système qui s'apparente à un régime de prostitution généralisée. Ainsi, le « développement » n'est pas ce que l'on croit. Loin d'être un moyen pour accéder à un avenir radieux, il n'est qu'une formidable machine à détruire la nature et les

relations humaines et les progrès que l'on invoque pour le justifier (dont certains sont incontestables) devraient être évalués en les comparant à ce qui a été perdu.

Entre le « développement » espéré ou rêvé et le « développement » réellement existant, l'écart est aussi grand qu'entre le socialisme officiel – qui prétendait naguère abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et instaurer la solidarité entre les peuples – et le socialisme réel, qui reposait sur le goulag, les privilèges de la nomenklatura et le désastre écologique de Tchernobyl. Dans les deux cas il a fallu du courage aux uns et du temps aux autres pour que l'on cesse de croire aux promesses afin d'oser envisager la réalité.

Pour le dire autrement, parce qu'il se réduit finalement à l'extension indéfinie de la sphère marchande, le « développement » n'est que le stade suprême du capitalisme et le modèle de société qu'il propose n'est ni généralisable (pour des raisons écologiques), ni souhaitable. On commençait à s'en rendre compte à la fin des années 1980, à la suite des désillusions provoquées par les échecs de trois « décennies du développement » [1], lorsque le Rapport Brundtland vint à point nommé pour rendre un nouveau souffle à la notion de « développement » en lui accolant l'adjectif « durable » [2].

Une fausse bonne idée Il s'agissait fondamentalement de tirer une fois de plus [3] la sonnette d'alarme face aux dangers causés par la croissance économique, responsable de graves atteintes à l'environnement : élargissement du trou d'ozone, changements climatiques dus à l'effet de serre, déforestation et désertification de zones toujours plus importantes, etc. Inutile de souligner l'importance de ces enjeux, remarquablement bien identifiés par le Rapport. En revanche, les remèdes qu'il propose sont totalement inopérants pour deux raisons au moins.

La première tient à la définition du développement durable qui consiste, selon le Rapport, à « répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire les leurs » [4]. Si le principe paraît raisonnable voire désintéressé, il est dépourvu de tout contenu réel. En effet, toute théorie construite sur la notion de « besoin » est fondée sur le vide : à moins de définir le « besoin » par la demande solvable (mon revenu détermine l'étendue de mes « besoins »), personne ne peut dire où commencent ni où finissent ses « besoins ». Par ailleurs, l'anthropologie a largement démontré que la « part maudite », celle des dieux, des sacrifices et des cérémonies, l'emporte toujours sur la satisfaction des fameux « besoins », même les plus « fondamentaux » [5]. Chercher à définir les « besoins du présent » en y ajoutant ceux des générations futures est une entreprise vouée à l'échec. On s'étonne que la Commission ait manqué à ce point de rigueur conceptuelle.

Le second remède est encore plus inquiétant puisqu'il s'agit d'inaugurer « une nouvelle ère de croissance économique, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable » [6]. Autrement dit, le problème se prend pour la solution ! Puisque c'est le « développement », fondé depuis près de deux siècles sur l'exploitation des ressources non renouvelables (minerais, pétrole, engrais « chimiques », etc.) qui est à l'origine des dégâts écologiques, comment peut-on prétendre qu'une « nouvelle ère de croissance » résoudra le problème ? Bien entendu, cette contradiction logique s'explique par des raisons politiques. Même dans les pays riches, les écologistes les plus militants ne sauraient se faire élire sans promettre à la fois certaines mesures de protection de l'environnement et la croissance. A fortiori dans les pays pauvres qui ne veulent pas renoncer aux espoirs qu'ils placent dans le « développement », même si ceux-ci sont sans cesse déçus [7]. Voilà pourquoi la Commission Brundtland et la Conférence de Rio (1992) furent consacrées à « l'environnement et au développement », en s'efforçant de promouvoir ensemble une chose et son contraire et en faisant comme si le souhaitable était possible.

Un oxymore qui arrange tout le monde

Un oxymore est une figure de rhétorique qui conjoint deux termes contradictoires : ainsi de « l'obscur clarté qui tombe des étoiles » ou du « noir soleil de la mélancolie ». En politique, on avait déjà « le capitalisme (ou le socialisme) à visage humain », « la guerre propre », le « parti unique » ou « l'ingérence humanitaire ». On a désormais le « développement durable ». Comme si l'adjectif pouvait rendre le substantif légitime. Comme si l'on pouvait concilier une production croissante avec le respect de l'environnement.

L'ambiguïté de la notion est telle que chacun y trouve son compte. Ainsi, la Banque mondiale, considère que le développement durable c'est « le développement qui dure », donc la croissance éternelle ; Novartis et DuPont de Nemours ont tous deux pour objectif la « croissance durable » soit en produisant des produits phytosanitaires « qui préservent les ressources naturelles pour le bien des générations futures » soit en affirmant que « la préservation de l'énergie et des ressources naturelles sont de grandes priorités de notre Groupe » [8]. Quant à Louis Schweitzer, PDG de Renault, il affirme sans ambages : « Le développement durable n'est ni une utopie ni même une contestation, mais la condition de survie de l'économie de marché » [9]. Bien entendu, les partisans du « vrai » développement durable s'offusqueront face à ce qu'ils considéreront comme des détournements de sens. Mais puisque la notion souffre, dès l'origine, d'une absence totale de définition opérationnelle, personne ne peut s'arroger le droit de déterminer ce qu'elle signifie « vraiment » ! Il n'est dès lors pas étonnant que chacun l'enrôle au service de ses intérêts.

Une inquiétante dissimulation des crises à venir

Les problèmes écologiques sont hélas bien réels. La communauté scientifique ne cesse de rappeler les conséquences dramatiques qu'entraînera une augmentation de quelques degrés de la température moyenne d'ici cinquante ans (c'est-à-dire demain !) si notre boulimie énergétique persiste. Tandis que certains pays seront submergés, d'autres seront désertifiés. Par ailleurs, la diminution rapide de la couche d'ozone augmentera notablement les risques de cancers, sans parler du problème de l'eau et des menaces sur la biodiversité. Nul doute que ces bouleversements « naturels » auront des conséquences sociales considérables en termes démographiques et migratoires. Des guerres ne sont pas exclues. Tout cela était déjà clairement énoncé par la Commission Brundtland. Au nom du développement durable, qu'a-t-on fait ? Rien ou presque. La non-ratification de l'accord de Kyoto par les États-Unis illustre cette incurie. Au contraire, on s'autorise de l'expression tantôt pour continuer de « développer à mort », au Nord comme au Sud, tantôt – dans le meilleur des cas – pour tenter de polluer moins afin de pouvoir polluer plus longtemps. Cela dit, en même temps, la tentation existe de prendre le prétexte du développement durable (et des contraintes « naturelles » qu'il présuppose) pour instaurer une gestion globale des ressources qui entraînerait la domination durable des pays les plus pollueurs, au nom de l'ingérence écologique [10].

Dès lors, que faire ? D'abord reconnaître que la priorité doit être accordée à « l'environnement durable ». Ensuite réfléchir à la manière de modifier les mécanismes cognitifs qui nous empêchent de croire ce que nous savons. Comme le rappelle Jean-Pierre Dupuy [11], avant le 11 septembre 2001, les services secrets américains savaient que des terroristes préparaient des attentats, mais ils ne l'ont pas cru. Le probable était considéré comme impossible. Celui-ci n'est devenu possible qu'en devenant réel. Donc trop tard. Il en va de même des catastrophes écologiques à venir dont il faut nous persuader qu'elles sont inéluctables. « C'est parce que nous nous fixons sur cet événement inéluctable qui, peut-être, ne se réalisera pas, que nous trouverons, peut-être, les moyens de faire qu'en effet l'inéluctable ne se produise pas » [12].

Face à cette urgence, le développement durable – qui, pour l’instant, se résume à trier les déchets, à installer quelques panneaux solaires ou à promouvoir l’écotourisme – est incapable d’enrayer ces politiques suicidaires. Tout au plus peut-il retarder l’échéance des catastrophes annoncées. En concédant la nécessité du « développement », il ne fait que suivre la pensée dominante, et feint d’ignorer que celui-ci – même lorsqu’il est bien intentionné – n’a guère d’incidence sur le bien-être social. Le pire n’est jamais sûr, mais il faut s’y préparer. En faisant croire que l’on peut tenir des promesses contradictoires, le développement durable ne fait que donner bonne conscience à ceux qui estiment le probable impossible, en dépit de ce que l’on sait.

Notes

[1] Cf. Gilbert Rist, *Le développement. Histoire d’une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po., 2001, 1996, 443 p.

Cf. François Partant, *La fin du développement. Naissance d’une alternative ?* et Cf. Gilbert Rist et Fabrizio Sabelli et alii, *Il était une fois le développement...*, Éditions d’En Bas, Lausanne, 1986.

[2] *Notre avenir à tous*, Rapport de la Commission mondiale sur l’environnement et le développement

[3] Cf. le « Rapport Meadows ».

[4] *Notre avenir à tous*, op.cit., p. 11.

[5] Cf. *Il faut manger pour vivre. Controverses sur les besoins fondamentaux et le développement*. Cahier de l’iued n° 11, puf, Paris, iued, Genève, 1980, 324 p.

[6] *Notre avenir à tous*, op.cit., p. xxiii

[7] Il ne s’agit pas de nier ici qu’un certain degré de croissance (ou de production) soit nécessaire. Néanmoins, tout le débat sur la notion de croissance est piégé d’abord par la manière dont les économistes la calculent (en additionnant les valeurs « positives » et les valeurs « négatives »), ensuite parce qu’elle ne retient que les transactions marchandes, enfin parce qu’elle se fonde essentiellement sur l’usage de ressources non renouvelables.

[8] Publicités parues dans *Le Temps*, 4 septembre 1998 et *Le Courrier*, 3 mars 2006.

[9] *Enjeux*, *Les Échos*, décembre 2004 (cf. « Le bêtisier du développement durable », www.decroissance.org)

[10] Bernard Hours, *Le développement durable, instrument d’intégration globale*

[11] Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l’impossible est certain*.

[12] *Ibidem*, p. 141

Bibliographie

Pour en savoir plus

– Jocelyne Dubois-Maury, « Le développement durable saisi par le droit », *Le développement durable, approches plurielles*, (Yvette Veyret, dir.), Hatier, Paris, 2005.

- Jean-Pierre Dupuy, Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain. Le Seuil, Paris, 2002.
- Bernard Hours, « Le développement durable, instrument d'intégration globale », Développement durable ? Doctrines, pratiques, évaluations (Jean-Yves Martin, dir.), IRD éditions, Paris, 2002.
- François Partant, La fin du développement. Naissance d'une alternative ?, Maspéro, Paris, 1982 (réédition chez Actes Sud, 1997).
- Gilbert Rist, Le développement. Histoire d'une croyance occidentale, Presses de Sciences po., 2001 [1996], 443p.
- Gilbert Rist, Fabrizio Sabelli et alii, Il était une fois le développement..., Éditions d'En Bas, Lausanne, 1986.
- Notre avenir à tous, Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Éditions du Fleuve, Montréal, 1989 [1987], 434 p.
- Rapport Meadows, publié en français sous le titre Halte à la croissance, (Fayard, Paris) en 1972, l'année même où se tenait à Stockholm la Conférence des Nations unies sur l'environnement.
- Il faut manger pour vivre. Controverses sur les besoins fondamentaux et le développement. Cahier de l'IUED n°11, PUF, IUED, Genève, 1980, 324